

## Les subsides

Le député du Grand Toronto a déclaré qu'il était de tout coeur avec les agriculteurs. Il était sincère et je suis d'accord avec lui. Cependant, pour être logique, il devrait voter pour la résolution qui propose ce que les agriculteurs veulent avoir. Elle n'est pas basée sur l'opinion d'un mystérieux groupe d'experts ou des fonctionnaires du ministère de l'Agriculture. Elle est basée sur les discussions que nous avons eues au cours des derniers mois avec des agriculteurs qui craignent de perdre tout ce qu'ils ont.

Je faisais partie d'un groupe de travail de notre caucus qui a visité les quatre provinces de l'Ouest durant le congé parlementaire. A chaque arrêt, les agriculteurs réfutaient exactement les propos que le ministre de l'Agriculture a tenus aujourd'hui. Ils ont dit qu'ils avaient besoin d'un paiement d'appoint ou encore qu'on leur promette que le versement initial pour les grains de la Commission canadienne du blé sera maintenu au même niveau que l'année dernière. Ils ont dit qu'ils avaient besoin non seulement de maintenir leurs liquidités pour pouvoir acheter leurs semences et préparer les semailles, mais aussi pour faire comprendre aux Américains et aux Européens qu'au Canada, nous n'accepterons pas d'être contraints de fermer boutique.

Nous savons que c'est là ce que visent les Américains avec leur *Farm Bill*, ils voudraient nous obliger à nous retirer des affaires. Ils utilisent leurs volumes incroyables de grains pour faire baisser les prix mondiaux, ils versent à leurs agriculteurs des subventions de 3 \$ ou 4 \$ le boisseau, et ils obligent les agriculteurs du Canada, de l'Argentine et de l'Australie à se retirer des affaires. La seule façon de les convaincre et de les obliger à mettre un terme à leur tentative démoniaque de nous ruiner est de leur faire comprendre que nous ne nous laisserons pas intimider.

S'il faut pour cela que les Canadiens paient davantage pour venir en aide aux agriculteurs pendant un, deux ou trois ans, disons-le maintenant et faisons savoir aux Américains et aux Européens que nous ne les laisserons pas nous bousculer. Voilà le genre de message qui s'impose.

Le secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture (M. Champagne) a dit qu'il avait fait inscrire cette question à l'ordre du jour du sommet. Mais, depuis lors, qu'a fait le gouvernement? A-t-il envoyé aux Américains le message approprié?

Je désire me reporter à un mémoire que nous avons reçu alors que nous nous trouvions à Winnipeg. Il provenait de l'Union des producteurs de grains. Du ton relevé dont on use généralement en présence de groupes parlementaires, le mémoire précise: «Il est décevant à notre avis qu'un pays comme l'Australie arrive si bien à se faire comprendre des États-Unis, alors que le Canada qui a pourtant de solides liens sociaux et économiques avec ses voisins du Sud, n'y parvient pas.» Les représentants de cette association ont déclaré qu'ils étaient bien déçus de la «danse des sept voiles» à laquelle se livre le ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé (M. Mayer) lors de ces réunions. Il n'est plus temps d'échanger des amabilités diplomatiques ni de resservir les mémoires rédigés par les fonctionnaires compassés du ministère des Affaires extérieures aussi. Le moment est venu de ne

pas mâcher nos mots avec les Américains et de leur dire carrément qu'ils ne nous contraindront pas à abandonner les affaires, et que le gouvernement s'emploiera à maintenir les agriculteurs au travail jusqu'à ce qu'il se produise un changement. Le gouvernement n'a jamais tenu ce genre de langage aux Américains, mais c'est le moment.

Les Américains ne vont pas s'arrêter. Ils sont déterminés à appliquer leur *Farm Bill* et à réduire le prix des grains de 15 à 20 p. 100 cette année, l'année prochaine, et l'année suivante, jusqu'à ce que quelqu'un s'interpose. C'est en partie la raison de cette résolution. Voilà pourquoi le gouvernement doit envoyer son message maintenant, et non pas dans plusieurs mois.

Par ailleurs, nous estimons qu'il est possible aux deux côtés de la Chambre de bien faire savoir que nous allons venir en aide aux agriculteurs qui éprouvent des problèmes de crédit. Nous utilisons à leur égard un langage méprisant. Nous parlons de marginaux qui de toute façon vont faire faillite. Quelle sorte de langage est-ce là? Qui donc à la Chambre des communes est si savant qu'il puisse traiter un agriculteur de marginal?

Le ministre de l'Agriculture m'a dit que jusqu'à un certain point, les seules personnes qui devraient participer à ce débat sont les agriculteurs eux-mêmes. C'est comme dire que seules les femmes devraient s'intéresser aux questions féministes et que seuls nos concitoyens de l'est du Canada devraient discuter des problèmes de la voie maritime du Saint-Laurent. Je suis député. Je viens de l'ouest du Canada. Je me fais beaucoup de souci à propos de ce qui arrive à ma région. Que je sois agriculteur ou non, je tiens à dire ce que je pense de la situation. Ce que je veux dire, c'est que bon nombre de ces agriculteurs étaient des gens dynamiques dans les années 70. C'étaient de bons agriculteurs qui parlaient d'étendre leur exploitation et d'acheter d'autres machines. Il y a de jeunes agriculteurs qui ont un diplôme en agriculture. L'avenir de l'agriculture repose entre les mains de personnes qui doivent beaucoup d'argent à la SCA. Ce sont les personnes dont nous avons besoin. Elles sont l'avenir de la céréaliculture. Ce sont ces agriculteurs qui font faillite.

Nous avons entendu les chiffres. Le député de Prince-Albert (M. Hovdebo) et le député d'Algoma (M. Foster) ont dit que 30 p. 100 des débiteurs de la SCA sont en retard de plus de deux ans dans leurs remboursements. Légalement, on peut parler de faillite.

Qu'a fait le gouvernement? Les députés d'en face ont bombé le torse, fiers de leurs initiatives. Ils ont donné 15 millions de dollars en deux ans à la SCA, dont 10 pour essayer de radier certaines dettes, 10 millions pour renflouer une série de dettes non payées totalisant plus de 23 milliards. Voilà ce que fait le gouvernement alors que les agriculteurs ont déjà de la difficulté à emprunter de l'argent. Ce n'est pas juste envers les agriculteurs. Ce n'est pas juste envers les Canadiens en général. Le député du Grand Toronto avait raison. Nous dépendons dans une large mesure de la céréaliculture et de l'agriculture en général.

• (1800)

Les emplois des travailleurs du secteur de l'alimentation et bien des travailleurs du secteur des transports dépendent des agriculteurs. Pourquoi laisser la terre tomber en jachère?